

NATIONS UNIES : DES OBJECTIFS POUR LE DÉVELOPPEMENT, MAIS QUEL DÉVELOPPEMENT ?

En septembre 2000, l'ONU fixait une série d'objectifs pour le développement (OMD), à atteindre en 2015. Parmi eux : la réduction de la pauvreté et de la famine ainsi que l'amélioration de la condition des femmes. Dix ans plus tard, l'organisation internationale rédigeait un rapport en demi-teinte et convoquait un Sommet en septembre 2010. Un long chemin reste encore à parcourir comme le confirme le dernier rapport 2011, mais quel chemin ?

Huit objectifs...

Il est question ici de matières essentielles qui constituent les principaux enjeux du développement : la faim et la pauvreté, l'éducation, le genre, la santé maternelle, la mortalité infantile, les maladies, le développement durable et le partenariat mondial ou, comme le dit Ban Ki-Moon, le secrétaire général de l'ONU « les besoins humains que chacun dans le monde devrait voir satisfaits et les droits fondamentaux dont chacun devrait pouvoir jouir : une vie à l'abri de la pauvreté extrême et de la faim, une éducation de qualité, un emploi productif et décent, une bonne santé et un logement, le droit pour les femmes de donner naissance sans y risquer leur vie, un monde où l'environnement durable est une priorité et où les femmes et les hommes sont sur pied d'égalité. » Plus loin, il ajoute : « Le monde possède les ressources et les connaissances nécessaires (...) pour atteindre les OMD. » (1)

Les huit objectifs du millénaire

- *Réduire de moitié l'extrême pauvreté et la faim
- *Assurer l'éducation primaire pour tous
- *Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
- *Réduire de deux tiers la mortalité des enfants de moins de 5 ans
- *Améliorer la santé maternelle de trois quarts
- *Combattre le VIH/Sida, le paludisme et d'autres maladies
- *Assurer un développement durable
- *Mettre en place un partenariat mondial pour le développement

Dix ans après, le bilan des Nations Unies

Les Nations Unies pointent une série d'avancées. Ainsi la scolarisation primaire des enfants notamment en Afrique a progressé et des pas ont été réalisés en matière de lutte contre le sida et la malaria et en ce qui concerne la santé des enfants. Les plus pauvres, ceux qui vivent dans des zones reculées ou qui subissent des discriminations liées à leur ethnie ou leur sexe restent cependant toujours laissés-pour-compte. Différentes études montrent que seule la moitié de la population des pays en voie de développement a accès aux services sanitaires, toilettes et latrines et que moins de la moitié des femmes de certaines régions en développement profite de services de santé maternelle à l'accouchement avec un personnel qualifié.

Une des causes majeures du peu de progrès enregistré dans la lutte contre la pauvreté est à chercher dans la crise économique qui s'est traduite par une forte augmentation du prix des produits alimentaires tandis que les revenus chutaient, entraînant une progression importante du nombre de pauvres, peut-on lire dans le rapport 2010.

On peut se réjouir de l'accroissement de l'aide publique au développement en 2008 et 2009. « Les pays pauvres et les pays en voie de développement ont un accès meilleur aux marchés des pays riches et les dettes des pays en voie de développement se sont allégées grâce à une bonne gestion et à un allègement de la dette pour les pays les plus pauvres. »

L'environnement reste un sujet d'inquiétude, notamment en ce qui concerne la disparition des forêts dans le monde : 13 millions d'hectares de forêts en moins chaque année durant la dernière décennie et un accroissement des émissions de CO² de presque 50 % entre 1991 et 2007.

Il reste peu de temps avant l'échéance de 2015 et de nombreux efforts restent à faire en matière de droits des femmes, de promotion du développement durable et de protection des plus vulnérables, a déclaré le secrétaire général des Nations Unies dans le Rapport annuel 2011 (2).

Qui peut contester aujourd'hui la nécessité de réduire la pauvreté et la famine et de lutter pour un développement durable ? 200 Etats se sont d'ailleurs engagés dans ce sens. Mais, la perspective adoptée par les Nations Unies peut-elle réellement changer les choses en profondeur? Nombreux sont ceux qui en doutent affirmant que l'organisation internationale ne touche pas les vraies causes du mal, certains allant même jusqu'à prétendre qu'elle se garde bien de le faire !

10 ans après, un autre regard

Pour la première fois dans l'histoire, plus d'un milliard de personnes ne mangera pas à sa faim. Ce n'est pas un défenseur du Tiers Monde qui le dit mais le très conservateur président de la Banque mondiale : Robert B. Zoellick, qui ajoute que l'Objectif du Millénaire à ce sujet ne sera pas atteint. Les experts de la Banque mondiale avaient eux-mêmes prévu qu'il y aurait en 2010 64 millions de pauvres en plus, soit l'équivalent de la population française. Pour le président de la Banque mondiale, c'est la croissance qui viendra à bout de la pauvreté. Un avis que tous ne partagent pas.

Depuis 2008 et les diverses crises, le nombre de pauvres et de personnes souffrant de la faim est reparti à la hausse. Certes, il faut tenir compte de l'influence des facteurs naturels comme les inondations au Pakistan qui ont dévasté les récoltes ou les incendies en Russie qui ont détruit les champs de blé. Mais il y a d'autres responsables. Les matières agricoles sont devenues l'objet de toutes les spéculations. Tous les pays et plus encore ceux du Sud, orientés vers les cultures d'exportation au détriment des cultures locales, comme le leur ont imposé le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, ont été touchés de plein fouet par les hausses de prix.

Les Nations Unies ont bien compris l'urgence de s'attaquer aux problèmes sociaux et environnementaux, mais elles ne remettent pas en cause notre modèle économique basé sur la croissance. Or, celui-ci table davantage sur l'ouverture des marchés internes que sur le développement de ces marchés avec des conséquences douloureuses pour les populations. Comme le fait remarquer *Focus on the Global South*, un centre international de recherche, d'analyse et d'action sur les politiques de développement basé en Thaïlande, en Inde et aux Philippines, « le manque d'attention donnée au tissu local et aux capacités économiques internes fait souvent obstacle à l'adoption de politiques qui pourraient répondre aux problèmes de la faim et de la pauvreté. » (3).

Les Nations Unies parlent abondamment de pauvreté, mais on cherche en vain une référence aux inégalités qui sont pourtant au cœur de la problématique et qui figuraient dans les documents des années 70. C'est que l'objectif de croissance doit actuellement rester central dans la formulation des politiques de développement. On rejoint ainsi le discours dominant et la déclaration du président de la Banque mondiale.

« La priorité, remarque Frédéric Lapeyre, professeur à l'UCL, c'est bien désormais qu'il y ait moins de pauvres et il ne peut exister d'objectif plus consensuel que celui-là. Si dans le même temps, les inégalités baissent, alors c'est encore mieux car cela accélère le processus de réduction de la pauvreté, mais ce n'est pas nécessaire et il faut éviter toute politique volontariste dans ce domaine qui pourrait mettre en péril les conditions de croissance. » (4).

L'Etat qui, traditionnellement, assurait une protection aux populations, en veillant à ce qu'elles aient accès aux services essentiels, a subi de nombreuses attaques. Depuis deux décennies, on constate partout, mais plus encore dans le Sud, une importance de plus en plus grande accordée au privé dans des secteurs sensibles comme la santé et l'éducation et une tendance à la privatisation : eau, électricité..., se traduisant par des hausses de prix considérables. L'Organisation mondiale du commerce, l'OMC, la Banque mondiale et d'autres acteurs internationaux ont encouragé la privatisation partielle de ces services collectifs essentiels et les OMD vont dans le même sens.

Pour venir à bout de la pauvreté et de la faim, les objectifs du millénaire pour le développement doivent s'attaquer à leurs causes profondes. Pour cela, il est nécessaire d'analyser les politiques qui les génèrent, de les dénoncer et de proposer des alternatives. Comment atteindre la scolarisation primaire pour tous les enfants si, dans le même temps, les dépenses publiques diminuent et l'éducation est privatisée ? L'égalité des femmes ne se limite pas à l'accès à l'enseignement ou à la profession. Où sont mentionnés leurs droits ? Où est dénoncée la violence dont elles sont victimes ? Comment améliorer la santé quand on la privatise et laisse tout pouvoir aux multinationales, du médicament par exemple ? Un environnement durable est-il compatible avec le mode de production et de consommation capitaliste ? Autant de questions que l'on entend un peu partout et notamment dans les groupes ACRF préoccupés par ces thématiques. Les femmes font leur les propos de Patrick Bond, Sud-Africain, professeur à l'Université de Durban :

« Plus fondamentalement que les objectifs eux-mêmes, ce qu'il importe surtout de soutenir, ce sont les luttes en cours dans le monde pour la démocratie et la satisfaction des besoins fondamentaux. Militer pour les OMD nous distrait et nous éloigne des vrais acteurs du changement et de l'histoire sociale. » (5).

- (1) ONU, Objectifs du Millénaire pour le développement, Rapport 2010, un.org
- (2) www.un.org/fr/millenniumgoals/
- (3) Focus on the Global South, OMD et éradication de l'extrême pauvreté et de la faim, in Objectifs du millénaire pour le développement, CETRI, 2006.
- (4) Frédéric Lapeyre, Objectifs du Millénaire pour le développement : outils de développement ou cheval de Troie des politiques néolibérales ? in Objectifs du millénaire pour le développement, CETRI, 2006.
- (5) Patrick Bond, OMD et gouvernance mondiale : quelles luttes contre la pauvreté ? in Objectifs du millénaire pour le développement, CETRI, 2006.

Anne Vanhese, journaliste à l'ACRF - Plein Soleil

**L'ACRF souhaite que les informations qu'elle publie
soient diffusées et reproduites ;
n'oubliez pas dans ce cas de mentionner la source.**



Avec le soutien de la Fédération
Wallonie-Bruxelles

